

## COUR D'ARBITRAGE

[2005/201986]

## Extrait de l'arrêt n° 134/2005 du 19 juillet 2005

Numéros du rôle : 3102 et 3105

*En cause* : les recours en annulation des articles 20 et 27 du décret de la Communauté française du 3 mars 2004 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement non obligatoire, introduits par C. Debauve et A. Colson.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge P. Martens, faisant fonction de président, du président A. Arts et des juges R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, J.-P. Snappe et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le juge P. Martens, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*I. Objet des recours et procédure*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 15 et 18 octobre 2004 et parvenues au greffe les 18 et 20 octobre 2004, C. Debauve, demeurant à 1080 Bruxelles, boulevard E. Machtens 92/11, et A. Colson, demeurant à 1300 Limal, rue du Petit Sart 35, ont introduit un recours en annulation des articles 20 et 27 du décret de la Communauté française du 3 mars 2004 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement non obligatoire (publié au *Moniteur belge* du 19 avril 2004).

Ces affaires, inscrites sous les numéros 3102 et 3105 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

*II. En droit*

(...)

*Quant aux dispositions attaquées*

B.1.1. L'article 20 du décret de la Communauté française du 3 mars 2004 « portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement non obligatoire » substituée, à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 « portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique », les mots « Par dérogation aux dispositions des b), c) et e) ci-dessus, » aux mots « Par dérogation aux dispositions des b) et c) ci-dessus, ». Ainsi modifié, cet article dispose :

« Art. 5. Pour l'application du présent arrêté :

L'expression ' fonction accessoire ' désigne la fonction, qu'elle soit ou non à prestations complètes, qu'exerce dans une ou plusieurs écoles ou institutions régies par le présent statut, l'agent :

a) qui exerce déjà une fonction à prestations complètes dans une ou plusieurs autres écoles ou institutions régies par le présent statut;

b) qui exerce déjà une profession indépendante comportant une activité professionnelle qui exige au moins 60 p.c. des prestations hebdomadaires fournies par celui qui exerce la même activité de manière exclusive.

L'application de la présente disposition exclut l'application du littéra c du présent article;

c) qui bénéficie, du chef de toute autre occupation et/ou du chef de la jouissance d'une pension à charge du Trésor public, de revenus bruts dont le montant est égal ou supérieur à celui de la rémunération brute qu'il obtiendrait s'il exerçait sa fonction comme fonction principale à prestations complètes, mais calculée sur la base du minimum de l'échelle de traitement.

Par ' autre occupation ', il faut entendre une occupation autre que :

1° une profession indépendante;

2° des prestations dans l'enseignement de plein exercice ou dans l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit, pour lesquelles une rémunération à charge du Trésor public est accordée;

d) qui exerce également une fonction à prestations complètes dans l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit;

e) qui bénéficie d'un traitement ou d'une pension de retraite du chef d'un emploi exercé dans le secteur privé ou public, dont l'horaire normal est de nature à absorber complètement une activité professionnelle normale, sauf si le montant est inférieur au minimum de l'échelle de traitement la moins élevée de la fonction de surveillant-éducateur;

f) qui exerce une fonction non exclusive dans l'enseignement de plein exercice, pour laquelle il bénéficie d'un traitement complet, dont le montant brut est égal ou supérieur au minimum de son échelle de traitement.

Par dérogation aux dispositions des b), c) et e) ci-dessus, les enseignants des Ecoles supérieures des Arts qui exercent une profession à caractère artistique soit comme indépendant, soit sous contrat d'emploi, conservent le bénéfice de la fonction principale quels que soient les montants de leurs revenus et le volume horaire de leur activité artistique.

L'expression ' fonction principale ' désigne la fonction qu'elle soit ou non à prestations complètes, qu'exerce, dans une ou plusieurs écoles ou institutions régies par le présent statut, l'agent qui ne se trouve dans aucune des trois situations visées sous a), b), c), d), e) et f), ci-dessus [...] ».

B.1.2. L'article 27 du même décret insère un article 77bis dans la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977. Cet article dispose :

« Les membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts qui exercent en dehors de l'enseignement une profession à caractère artistique soit comme indépendant, soit sous contrat d'emploi, ne peuvent bénéficier d'aucune rémunération pour des prestations dans l'enseignement qui dépassent une fonction à prestations complètes ».

*Quant à l'intérêt à agir des requérants*

B.2. Les requérants exercent des fonctions au sein d'un conservatoire de musique relevant de la Communauté française. Ils font valoir que les articles 20 et 27 du décret attaqué fixent les rémunérations que l'exercice de ces fonctions leur permet d'obtenir lorsqu'ils cumulent ces rémunérations avec d'autres revenus.

Etant donné que l'intérêt des requérants dépend de la portée des dispositions attaquées, son examen se confond avec celui du fond de l'affaire.

*Quant au fond*

B.3.1. Les requérants invoquent la violation des articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution, à laquelle ils ajoutent la méconnaissance de l'autorité de la chose jugée par l'arrêt n° 7/2004, en ce que les dispositions attaquées établiraient une discrimination entre les enseignants des écoles supérieures des arts qui exercent une activité artistique selon qu'ils exercent cette activité sous contrat d'emploi ou comme indépendant, d'une part, ou sous statut, d'autre part.

Seuls les enseignants de la première catégorie pourraient cumuler les rémunérations afférentes à leur activité artistique avec celles qu'ils obtiennent en raison de l'exercice d'une fonction principale dans l'enseignement artistique.

B.3.2. Tel qu'il a été modifié par l'article 473 du décret du 20 décembre 2001 « fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) », l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 limitait aux seuls artistes qui exerçaient leur activité sous contrat d'emploi ou comme indépendant le droit de cumuler les revenus afférents à leur activité artistique avec ceux qu'ils obtenaient en raison de l'exercice d'une fonction principale dans l'enseignement.

B.3.3. Une telle distinction entre les enseignants selon qu'ils exercent leur activité artistique sous contrat d'emploi ou comme indépendant, d'une part, ou sous statut, d'autre part, a été jugée discriminatoire par la Cour. Dans son arrêt n° 7/2004 du 21 janvier 2004, celle-ci a considéré :

« B.4.4. Le régime antérieur de cumul dans l'enseignement supérieur artistique s'étant écarté de son but initial et ayant donné lieu à des abus, le législateur décréta a décidé de soumettre désormais l'enseignement artistique aux règles générales qui sont en vigueur dans l'enseignement supérieur et dans lesquelles une distinction est faite entre les fonctions principales et les fonctions accessoires. L'option ayant été prise d'aligner l'enseignement artistique sur cette réglementation générale, il n'est pas déraisonnable que le législateur ne prévoie de dérogation que lorsqu'il existe des motifs spécifiques pour ce faire.

La genèse de la disposition attaquée fait apparaître que le législateur juge important d'attirer des artistes de renom dans l'enseignement artistique et qu'il entend créer les conditions pour que ces artistes puissent poursuivre leurs activités artistiques à côté de leur mission d'enseignement, parce que cela améliore la qualité de l'enseignement artistique (*Doc.*, Parlement de la Communauté française, 2001-2002, n° 207/1, pp. 7 et 8).

B.4.5. Eu égard à cet objectif, la Communauté française n'établit pas et la Cour n'aperçoit pas en quoi il serait justifié de ne pas encourager, chez les enseignants des écoles supérieures des arts, la pratique artistique effectivement exercée dans un régime statutaire. En ne prenant en compte que celle exercée à titre d'indépendant ou de salarié, la disposition attaquée est discriminatoire. »

B.3.4. L'article 20 du décret attaqué vise, notamment, à remédier à la discrimination causée par l'article 473 du décret de la Communauté française du 20 décembre 2001 entre les enseignants des écoles supérieures des arts.

Il ressort des travaux préparatoires du décret attaqué que le législateur décréta a tenu à préciser ou compléter le cadre juridique défini par le décret du 20 décembre 2001 :

« Ces dispositions permettent, par leur précision, de régler certaines situations, d'en asseoir les bases juridiques ou apportent des précisions nécessaires à la bonne application de la réforme de ce type d'enseignement » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2003-2004, n° 486/1, p. 2).

B.3.5. L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, *in fine*, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 dispose :

« Par dérogation aux dispositions des b), c) et e) ci-dessus, les enseignants des Ecoles supérieures des Arts qui exercent une profession à caractère artistique soit comme indépendant, soit sous contrat d'emploi, conservent le bénéfice de la fonction principale quels que soient les montants de leurs revenus et le volume horaire de leur activité artistique ».

Cette disposition permet dès lors de déroger, sous certaines conditions, à l'interdiction de cumuler une fonction principale d'enseignement avec l'une des tâches énumérées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal.

L'article 20 du décret attaqué étend formellement le champ d'application de cette dérogation à certaines des personnes qui bénéficient, en raison de l'exercice d'une activité artistique dans le secteur privé ou public, d'un traitement ou d'une pension de retraite.

Cette modification est justifiée notamment par la volonté d'autoriser des travailleurs du secteur public à exercer leur art tout en enseignant en fonction principale (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2003-2004, n° 486/1, p. 4).

B.3.6. La seconde partie de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, *in fine*, insérée par l'article 473 du décret du 20 décembre 2001, continue toutefois à exclure du bénéfice de la dérogation les enseignants qui exercent leur art sous statut.

L'article 20 du décret entrepris ne constitue donc pas une mesure pertinente au regard de l'objectif du législateur qui consiste à étendre cette dérogation aux enseignants des écoles supérieures des arts exerçant une activité artistique sous statut.

B.3.7. En tant qu'il vise l'article 20 du décret entrepris, le moyen est fondé.

B.4.1. L'article 27 du décret attaqué entend, pour sa part, introduire dans la loi du 24 décembre 1976 « une disposition qui permet aux artistes praticiens d'exercer une fonction enseignante complète dans les Ecoles supérieures des arts sans toutefois dépasser une charge complète dans l'enseignement » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2003-2004, n° 486/1, p. 7).

Cette disposition exclut cependant du bénéfice de la mesure les personnes qui exercent leur pratique artistique, non sous contrat d'emploi ou comme indépendant, mais sous statut.

B.4.2. Pour les mêmes raisons que celles qui sont évoquées au B.3.3, la Cour n'aperçoit pas en quoi il serait justifié de ne pas encourager, chez les enseignants des écoles supérieures des arts, la pratique artistique effectivement exercée dans un régime statutaire. En ne prenant en compte que celle qui est exercée à titre d'indépendant ou de salarié, la disposition attaquée est discriminatoire.

B.4.3. La discrimination réside donc dans l'interdiction qui est faite à l'enseignant qui exerce une activité artistique sous statut de cumuler les revenus de cette activité avec la rémunération qui est liée à la fonction d'enseignant qu'il assume, sans pour autant dépasser une charge complète d'enseignement.

B.4.4. Afin de ne pas créer de vide juridique pendant le temps nécessaire au législateur décréta pour rendre les dispositions annulées compatibles avec les articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution, il convient, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, d'en maintenir les effets.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 20 et 27 du décret de la Communauté française du 3 mars 2004 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement non obligatoire;

- maintient les effets des dispositions annulées jusqu'à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions et au plus tard jusqu'au 31 mars 2006.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 19 juillet 2005, par le président M. Melchior, en remplacement du juge P. Martens, légitimement empêché d'assister au prononcé du présent arrêt.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleul.

Le président,

M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

[2005/201986]

## Uittreksel uit arrest nr. 134/2005 van 19 juli 2005

*In zake* : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 20 en 27 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 houdende verschillende dringende maatregelen inzake niet verplicht onderwijs, ingesteld door C. Debauve en A. Colson.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit rechter P. Martens, waarnemend voorzitter, voorzitter A. Arts en de rechters R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, J.-P. Snappe en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van rechter P. Martens,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp de beroepen en rechtspleging*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 15 en 18 oktober 2004 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 18 en 20 oktober 2004, hebben C. Debauve, wonende te 1080 Brussel, E. Machtenslaan 92/11, en A. Colson, wonende te 1300 Limal, rue du Petit Sart 35, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 20 en 27 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 houdende verschillende dringende maatregelen inzake niet verplicht onderwijs (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 april 2004).

De zaken, ingeschreven onder de nummers 3102 en 3105 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Wat de bestreden bepalingen betreft*

B.1.1. Artikel 20 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 « houdende verschillende dringende maatregelen inzake niet verplicht onderwijs » vervangt, in artikel 5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 « houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs », de woorden « In afwijking van de bepalingen van b) en c) hierboven, » door de woorden « In afwijking van de bepalingen van b), c) en e) hierboven, ». Aldus gewijzigd bepaalt dat artikel het volgende :

« Art. 5. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

Bijbetrekking : het ambt met al dan niet volledige prestaties, dat aan een of meer bij de onderhavige bezoldigingsregeling beoogde scholen of instellingen wordt uitgeoefend door het personeelslid :

a) dat reeds een ambt met volledige prestaties uitoefent aan een of verscheidene andere bij de onderhavige bezoldigingsregeling beoogde scholen of instellingen;

b) dat reeds een zelfstandig beroep uitoefent waarin een beroepsactiviteit wordt ontwikkeld die ten minste 60 pct. vereist van de wekelijkse arbeidsprestaties verstrekt door iemand die dezelfde activiteit op uitsluitende wijze uitoefent.

De toepassing van deze bepaling sluit de toepassing uit van *littera c* van dit artikel;

c) dat uit hoofde van elke andere bezigheid en/of wegens het genot van een pensioen ten laste van de Openbare Schatkist, brutoinkomsten heeft waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan dat van de brutobezoldiging, die het zou verkrijgen, indien het zijn ambt als hoofdamt met volledige prestaties uitoefende, maar berekend op het minimum van de weddeschaal.

Onder ' andere bezigheid ' wordt verstaan een andere bezigheid dan :

1° een zelfstandig beroep;

2° prestaties in het onderwijs met volledig leerplan of in het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan, waarvoor een bezoldiging ten laste van de Schatkist wordt verleend;

d) dat eveneens een ambt met volledige prestaties uitoefent in het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan;

e) dat een wedde of een rustpensioen geniet uit hoofde van een betrekking uitgeoefend in de privé-sector of in de overheidssector, waarvan de normale uurregeling van die aard is dat zij een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt, behalve indien het bedrag ervan lager is dan het minimum van de laagste weddeschaal verbonden aan het ambt van studiemeester-opvoeder;

f) dat een niet-uitsluitend ambt in het onderwijs met volledig leerplan uitoefent waarvoor het een volledige wedde geniet, waarvan het brutobedrag gelijk is aan of hoger ligt dan het minimum van zijn weddeschaal.

In afwijking van de bepalingen b), c) en e) hierboven, behouden de leerkrachten van de hogere kunstschole die een artistiek beroep uitoefenen ofwel als zelfstandige, [ofwel] onder arbeidsovereenkomst, het voordeel van het hoofdamt welke ook de bedragen van hun inkomsten en het urenvolume van hun artistieke activiteit mogen zijn.

Hoofdamt : het ambt met al dan niet volledige prestaties, dat aan één of meer bij de onderhavige bezoldigingsregeling beoogde scholen of instellingen wordt uitgeoefend door het personeelslid dat zich niet in een van de onder voorgemelde a), b), c), d), e) en f) bedoelde toestanden bevindt [...] ».

B.1.2. Bij artikel 27 van hetzelfde decreet wordt een artikel 77bis ingevoegd in de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977. Dat artikel bepaalt :

« De leden van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschole die buiten het onderwijs een beroep van artistieke aard ofwel als zelfstandige ofwel onder een arbeidsovereenkomst uitoefenen, kunnen geen bezoldiging ontvangen voor prestaties in het onderwijs die meer bedragen dan een ambt met volledige prestaties ».

*Wat het belang van de verzoekers betreft om in rechte te treden*

B.2. De verzoekers oefenen ambten uit aan een muziekconservatorium dat onder de Franse Gemeenschap ressorteert. Zij doen gelden dat de artikelen 20 en 27 van het bestreden decreet de bezoldiging vastleggen die zij voor de uitoefening van die ambten kunnen verkrijgen wanneer zij die bezoldiging cumuleren met andere inkomsten.

Aangezien het belang van de verzoekers afhankelijk is van de draagwijdte van de bestreden bepalingen, valt het onderzoek ervan samen met dat van de grond van de zaak.

*Ten gronde*

B.3.1. De verzoekers voeren een schending aan van de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet, waaraan zij de miskenning van het gezag van gewijsde van het arrest nr. 7/2004 toevoegen, doordat de bestreden bepalingen aanleiding zouden geven tot discriminatie onder de docenten van de kunsthogescholen die een artistieke activiteit uitoefenen naargelang zij die activiteit uitoefenen onder arbeidsovereenkomst of als zelfstandige, enerzijds, dan wel onder statuut, anderzijds.

Alleen de docenten van de eerste categorie zouden de bezoldiging voor hun artistieke activiteit kunnen cumuleren met de bezoldiging die zij krijgen voor de uitoefening van een hoofdamt in het kunstonderwijs.

B.3.2. Zoals gewijzigd bij artikel 473 van het decreet van 20 december 2001 « tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) », beperkte artikel 5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 het recht om de inkomsten verbonden aan hun artistieke activiteit te cumuleren met de inkomsten die zij verkregen voor de uitoefening van een hoofdamt in het onderwijs, tot de artiesten die een activiteit uitoefenden onder arbeidsovereenkomst of als zelfstandige.

B.3.3. Een dergelijk onderscheid tussen de docenten naargelang zij hun artistieke activiteit uitoefenen onder arbeidsovereenkomst of als zelfstandige, enerzijds, dan wel onder statuut, anderzijds, werd door het Hof discriminerend geacht. In zijn arrest nr. 7/2004 van 21 januari 2004 heeft het Hof overwogen :

« B.4.4. Omdat de vroegere cumulatieregeling in het hoger kunstonderwijs van haar oorspronkelijk doel was afgeweken en aanleiding gaf tot mistoestanden, heeft de decreetgever beslist om het kunstonderwijs voortaan onder te brengen onder de algemene regeling die geldt voor het hoger onderwijs en die een onderscheid maakt tussen hoofdfuncties en bijbetrekkingen. Door te kiezen voor de aansluiting van het kunstonderwijs bij die algemene regeling, is het niet onredelijk dat de decreetgever slechts in afwijkingen voorziet wanneer daarvoor specifieke redenen voorhanden zijn.

Uit de totstandkoming van de bestreden bepaling blijkt dat de decreetgever het belangrijk acht befaamde kunstenaars aan te trekken voor het kunstonderwijs en de voorwaarden wil scheppen opdat zij hun artistieke activiteiten kunnen voortzetten naast hun onderwijsopdracht, omdat dit de kwaliteit van het kunstonderwijs ten goede komt (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2001-2002, nr. 207/1, pp. 7 en 8).

B.4.5. Gelet op die doelstelling toont de Franse Gemeenschap niet aan, en ziet het Hof niet in, om welke reden het verantwoord zou zijn de docenten aan de hogere kunstscholen niet ertoe aan te moedigen daadwerkelijk een artistieke praktijk in een statutaire regeling uit te oefenen. Door alleen rekening te houden met die welke als zelfstandige of als werknemer wordt uitgeoefend, is de bestreden bepaling discriminerend ».

B.3.4. Artikel 20 van het bestreden decreet heeft met name tot doel een einde te maken aan de discriminatie die voortvloeide uit artikel 473 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 december 2001, onder de docenten van de kunsthogescholen.

Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat de decreetgever niet wilde nalaten het juridische kader dat was vastgelegd bij het decreet van 20 december 2001 te verduidelijken of te vervolledigen :

« Door de nauwkeurige formulering van die bepalingen kunnen bepaalde situaties worden geregeld, en kan de juridische grondslag ervan worden vastgelegd; daarnaast geven zij de nodige precisering voor een goede toepassing van de hervorming van dat type onderwijs » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2003-2004, nr. 486/1, p. 2).

B.3.5. Artikel 5, eerste lid, *in fine*, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 bepaalt :

« In afwijking van de bepalingen b), c) en e) hierboven, behouden de leerkrachten van de hogere kunstscholen die een artistiek beroep uitoefenen ofwel als zelfstandige, [ofwel] onder arbeidsovereenkomst, het voordeel van het hoofdamt welke ook de bedragen van hun inkomsten en het urenvolume van hun artistieke activiteit moge zijn ».

Op grond van die bepaling kan bijgevolg, onder bepaalde voorwaarden, worden afgeweken van het verbod een hoofdamt in het onderwijs te cumuleren met één van de opdrachten die zijn opgesomd in artikel 5, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit.

Bij artikel 20 van het bestreden decreet wordt het toepassingsgebied van die afwijking uitdrukkelijk uitgebreid tot bepaalde personen die voor de uitoefening van een artistieke activiteit in de privé-sector of in de overheidssector een wedde of een rustpensioen genieten.

Die wijziging wordt met name verantwoord door de wil om werknemers uit de overheidssector de mogelijkheid te bieden hun artistieke activiteit uit te oefenen in combinatie met een hoofdamt in het onderwijs (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2003-2004, nr. 486/1, p. 4).

B.3.6. Het tweede gedeelte van artikel 5, eerste lid, *in fine*, dat is ingevoegd bij artikel 473 van het decreet van 20 december 2001, sluit echter nog steeds de docenten die hun artistieke activiteit onder statuut uitoefenen, uit van het voordeel van de afwijking.

Artikel 20 van het bestreden decreet vormt dus geen pertinente maatregel in het licht van het doel van de wetgever dat erin bestaat die afwijking uit te breiden tot de docenten van de kunsthogescholen die een artistieke activiteit onder statuut uitoefenen.

B.3.7. Voor zover het middel betrekking heeft op artikel 20 van het bestreden decreet, is het gegrond.

B.4.1. Artikel 27 van het aangevochten decreet heeft tot doel in de wet van 24 december 1976 « een bepaling in te voegen die personen die een artistiek beroep uitoefenen, in staat stelt een volledig onderwijsambt uit te oefenen in de kunsthogescholen, zonder dat die prestaties echter meer mogen bedragen dan een volledige onderwijsopdracht » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2003-2004, nr. 486/1, p. 7).

Bij die bepaling worden echter de personen die hun artistieke activiteit niet onder arbeidsovereenkomst of als zelfstandige, maar onder statuut uitoefenen, uitgesloten van het voordeel van de maatregel.

B.4.2. Om dezelfde redenen als die welke in B.3.3 zijn uiteengezet, ziet het Hof niet in om welke reden het verantwoord zou zijn de docenten aan de hogere kunstscholen niet ertoe aan te moedigen daadwerkelijk een artistieke praktijk in een statutaire regeling uit te oefenen. Door alleen rekening te houden met die welke als zelfstandige of als loontrekkende wordt uitgeoefend, is de bestreden bepaling discriminerend.

B.4.3. De discriminatie ligt dus in het verbod, voor de docent die een artistieke activiteit onder statuut uitoefent, om de inkomsten van die activiteit te cumuleren met de bezoldiging die verbonden is aan het onderwijsambt dat hij uitoefent zonder dat zijn prestaties echter meer bedragen dan een volledige onderwijsopdracht.

B.4.4. Teneinde geen rechtsvacuüm te creëren gedurende de voor de decreetgever noodzakelijke tijd om de vernietigde bepalingen bestaanbaar te maken met de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet, dienen, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, de gevolgen ervan te worden gehandhaafd.

Om die redenen,  
het Hof

- vernietigt de artikelen 20 en 27 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 houdende verschillende dringende maatregelen inzake niet verplicht onderwijs;  
- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen tot de inwerkingtreding van nieuwe bepalingen en uiterlijk tot 31 maart 2006.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 19 juli 2005, door voorzitter M. Melchior, ter vervanging van rechter P. Martens, wettig verhinderd zijnde de uitspraak van dit arrest bij te wonen.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,  
M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

[2005/201986]

### Auszug aus dem Urteil Nr. 134/2005 vom 19. Juli 2005

Geschäftsverzeichnispr 3102 und 3105

*In Sachen:* Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 20 und 27 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. März 2004 zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des nicht verpflichtenden Unterrichts, erhoben von C. Debauve und A. Colson.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden P. Martens, dem Vorsitzenden A. Arts und den Richtern R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, J.-P. Snappe und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Richters P. Martens,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 15. und 18. Oktober 2004 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 18. und 20. Oktober 2004 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben C. Debauve, wohnhaft in 1080 Brüssel, boulevard E. Machtens 92/11, und A. Colson, wohnhaft in 1300 Limal, rue du Petit Sart 35, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 20 und 27 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. März 2004 zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des nicht verpflichtenden Unterrichts (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. April 2004).

Diese unter den Nummern 3102 und 3105 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

#### II. In rechtlicher Beziehung

(...)

#### In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Artikel 20 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. März 2004 «zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des nicht verpflichtenden Unterrichts» ersetzt in Artikel 5 Absatz 1 des königlichen Erlasses vom 15. April 1958 «über die Besoldungsordnung des unterrichtenden, wissenschaftlichen und gleichgestellten Personals des Unterrichtsministeriums» die Wortfolge «In Abweichung von den Bestimmungen der Buchstaben b) und c)» durch die Wortfolge «In Abweichung von den Bestimmungen der Buchstaben b), c) und e)». In der somit abgeänderten Fassung bestimmt dieser Artikel Folgendes:

«Art. 5. Für die Anwendung dieses Erlasses gilt Folgendes:

Der Ausdruck 'Nebenfunktion' bedeutet eine Funktion, die vollständige Leistungen umfasst oder nicht und an einer oder mehreren Schulen oder Einrichtungen im Sinne dieses Statuts ausgeübt wird durch einen Bediensteten:

a) der bereits eine Funktion mit vollständigen Leistungen an einer oder mehreren anderen Schulen oder Einrichtungen im Sinne dieses Statuts ausübt;

b) der bereits einen selbständigen Beruf mit einer Berufstätigkeit ausübt, die mindestens 60 Prozent der wöchentlichen Leistungen einer Person in Anspruch nimmt, die ausschließlich die gleiche Tätigkeit ausübt.

Die Anwendung dieser Bestimmung schließt die Anwendung von Buchstabe c) dieses Artikels aus;

c) der aufgrund irgendeiner anderen Beschäftigung und/oder aufgrund des Erhalts einer Pension zu Lasten der Staatskasse Bruttoeinkünfte erhält, deren Betrag mindestens der Bruttobesoldung entspricht, die er erhalten würde, wenn er seine Funktion als Hauptfunktion mit vollständigen Leistungen ausüben würde, jedoch berechnet auf der Grundlage des niedrigsten Betrags der Gehaltstabelle.

Unter 'andere Beschäftigung' ist eine andere Beschäftigung zu verstehen als:

1. ein selbständiger Beruf;

2. Leistungen im Vollzeitunterricht oder im Unterricht für sozialen Aufstieg oder mit begrenztem Stundenplan, für die eine Besoldung zu Lasten der Staatskasse gewährt wird;

d) der ebenfalls eine Funktion mit vollständigen Leistungen im Unterricht für sozialen Aufstieg oder mit beschränktem Stundenplan ausübt;

e) der ein Gehalt oder eine Alterspension aufgrund einer im privaten oder im öffentlichen Sektor bekleideten Arbeitsstelle erhält, deren normaler Stundenplan eine normale Berufstätigkeit vollständig beansprucht, außer wenn der Betrag niedriger ist als der niedrigste Betrag der untersten Gehaltstabelle der Funktion als Aufseher-Erzieher;

f) der eine nicht ausschließliche Funktion im Vollzeitunterricht ausübt, für die er ein vollständiges Gehalt erhält, dessen Bruttobetrag mindestens dem niedrigsten Gehalt seiner Gehaltstabelle entspricht.

In Abweichung von den Bestimmungen der Buchstaben b), c) und e) behalten die Lehrkräfte der Kunsthochschulen, die einen künstlerischen Beruf als Selbständiger oder unter Arbeitsvertrag ausüben, den Vorteil der Hauptfunktion ungeachtet der Höhe ihrer Einkünfte und der Anzahl Stunden ihrer künstlerischen Tätigkeit.

Mit dem Ausdruck 'Hauptfunktion' wird eine Funktion mit vollständigen oder unvollständigen Leistungen bezeichnet, die an einer oder mehreren Schulen oder Einrichtungen im Sinne dieses Statuts von einem Bediensteten ausgeübt wird, auf den keine der Situationen im Sinne der vorstehenden Buchstaben a), b), c), d), e) und f) zutrifft [...].

B.1.2. Durch Artikel 27 desselben Dekrets wird ein Artikel 77bis in das Gesetz vom 24. Dezember 1976 über die Haushaltsvorschläge 1976-1977 eingefügt. Dieser Artikel bestimmt:

«Die Mitglieder des Lehrpersonals der Kunsthochschulen, die außerhalb des Unterrichtswesens einen künstlerischen Beruf als Selbständiger oder unter Arbeitsvertrag ausüben, können keine Entlohnung für Leistungen im Unterrichtswesen erhalten, die über den Rahmen einer Funktion mit vollständigen Leistungen hinausgehen».

*In Bezug auf das Interesse der Kläger an der Klageerhebung*

B.2. Die Kläger üben Ämter an einem der Französischen Gemeinschaft unterstehenden Konservatorium aus. Sie machen geltend, dass die Artikel 20 und 27 des angefochtenen Dekrets die Entlohnung festlegten, die sie für die Ausübung dieser Ämter erhalten könnten, wenn sie diese Entlohnung mit anderen Einkünften kumulierten.

Da das Interesse der Kläger von der Tragweite der angefochtenen Bestimmungen abhängt, deckt sich deren Prüfung mit derjenigen der Sache selbst.

*Zur Hauptsache*

B.3.1. Die Kläger machen einen Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung geltend, dem sie die Missachtung der Rechtskraft des Urteils Nr. 7/2004 hinzufügen, indem die angefochtenen Bestimmungen zu einer Diskriminierung unter den Lehrkräften der Kunsthochschulen, die eine künstlerische Tätigkeit ausüben, führen würden, je nachdem, ob sie diese Tätigkeit unter Arbeitsvertrag oder als Selbständiger einerseits beziehungsweise unter Statut andererseits ausüben.

Nur die Lehrkräfte der ersten Kategorie könnten die Entlohnung für ihre künstlerische Tätigkeit mit der Entlohnung, die sie für die Ausübung einer Hauptfunktion im Kunstunterricht erhalten, kumulieren.

B.3.2. In der durch Artikel 473 des Dekrets vom 20. Dezember 2001 «zur Festlegung der spezifischen Vorschriften für den in den Kunsthochschulen organisierten höheren Kunstunterricht (Organisation, Finanzierung, Festlegung der Stellenpläne, Statut des Personals, Rechte und Pflichten der Studenten)» abgeänderten Fassung beschränkte Artikel 5 Absatz 1 des königlichen Erlasses vom 15. April 1958 das Recht, die mit ihrer künstlerischen Tätigkeit verbundenen Einkünfte mit den Einkünften, die sie für die Ausübung einer Hauptfunktion im Unterrichtswesen erhielten, zu kumulieren, auf jene Künstler, die eine Tätigkeit unter Arbeitsvertrag oder als Selbständiger ausübten.

B.3.3. Ein solcher Unterschied zwischen den Lehrkräften je nachdem, ob sie ihre künstlerische Tätigkeit unter Arbeitsvertrag oder als Selbständiger einerseits beziehungsweise unter Statut andererseits ausüben, wurde vom Hof für diskriminierend befunden. In seinem Urteil Nr. 7/2004 vom 21. Januar 2004 erkannte der Hof:

«B.4.4. Da die vorherige Kumulierungsregelung im Kunsthochschulunterricht von ihrem ursprünglichen Zweck abgewichen ist und zu Mißbräuchen geführt hat, hat der Dekretgeber beschlossen, künftig auf den Kunstunterricht die allgemeinen Regeln anzuwenden, die im Hochschulunterricht gelten und in denen zwischen Hauptfunktionen und Nebenfunktionen unterschieden wird. Da man sich dafür entschieden hat, auf den Kunstunterricht diese allgemeine Regelung anzuwenden, ist es nicht unvernünftig, daß der Gesetzgeber eine Abweichung nur dann vorsieht, wenn hierfür spezifische Gründe vorliegen.

Der Werdegang der angefochtenen Bestimmung läßt erkennen, daß der Gesetzgeber es als wichtig erachtet, anerkannte Künstler für den Kunstunterricht anzuwerben, und daß er die Voraussetzungen schaffen möchte, damit diese Künstler ihre künstlerischen Tätigkeiten neben ihrem Lehrauftrag weiterführen können, weil dies die Qualität des Kunstunterrichtes verbessert (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2001-2002, Nr. 207/1, SS. 7 und 8).

B.4.5. Angesichts dieser Zielsetzung weist die Französische Gemeinschaft nicht nach und erkennt der Hof nicht, inwiefern es gerechtfertigt wäre, bei den Lehrkräften der Kunsthochschulen nicht die tatsächlich unter einer Regelung mit Statut ausgeübte Kunstpraxis zu fördern. Indem sie nur diejenige berücksichtigt, die als Selbständiger oder Arbeitnehmer ausgeführt wird, ist die angefochtene Bestimmung diskriminierend».

B.3.4. Artikel 20 des angefochtenen Dekrets bezweckt insbesondere, der sich aus Artikel 473 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 20. Dezember 2001 ergebenden Diskriminierung unter den Lehrkräften der Kunsthochschulen ein Ende zu bereiten.

Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret geht hervor, dass der Dekretgeber darauf bestanden hat, den im Dekret vom 20. Dezember 2001 festgelegten rechtlichen Rahmen zu verdeutlichen beziehungsweise zu vervollständigen:

«Durch die genaue Formulierung dieser Bestimmungen können bestimmte Situationen geregelt und kann deren rechtliche Grundlage festgelegt werden; darüber hinaus enthalten sie die erforderlichen Präzisierungen für eine ordnungsgemäße Anwendung der Reform dieser Unterrichtsart» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2003-2004, Nr. 486/1, S. 2).

B.3.5. Artikel 5 Absatz 1 *in fine* des königlichen Erlasses vom 15. April 1958 bestimmt:

«In Abweichung von den Bestimmungen der Buchstaben b), c) und e) behalten die Lehrkräfte der Kunsthochschulen, die einen künstlerischen Beruf als Selbständiger oder unter Arbeitsvertrag ausüben, den Vorteil der Hauptfunktion ungeachtet der Höhe ihrer Einkünfte und der Anzahl Stunden ihrer künstlerischen Tätigkeit».

Aufgrund dieser Bestimmung kann demzufolge unter bestimmten Voraussetzungen vom Verbot abgewichen werden, eine Hauptfunktion im Unterrichtswesen mit einem der in Artikel 5 Absatz 1 desselben königlichen Erlasses aufgeführten Aufträge zu kumulieren.

Durch Artikel 20 des angefochtenen Dekrets wird der Anwendungsbereich dieser Abweichung ausdrücklich auf bestimmte Personen ausgedehnt, die wegen der Ausübung einer künstlerischen Tätigkeit in der Privatwirtschaft oder im öffentlichen Dienst ein Gehalt oder eine Ruhestandspension beziehen.

Diese Änderung wird insbesondere durch den Willen gerechtfertigt, Arbeitnehmern im öffentlichen Dienst die Möglichkeit zu bieten, ihre künstlerische Tätigkeit in Verbindung mit einer Hauptfunktion im Unterrichtswesen auszuüben (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2003-2004, Nr. 486/1, S. 4).

B.3.6. Der durch Artikel 473 des Dekrets vom 20. Dezember 2001 eingefügte zweite Teil von Artikel 5 Absatz 1 *in fine* schließt aber immer noch jene Lehrkräfte, die ihre künstlerische Tätigkeit unter Statut ausüben, vom Vorteil dieser Abweichung aus.

Artikel 20 des angefochtenen Dekrets stellt also keine relevante Maßnahme im Hinblick auf das Ziel des Gesetzgebers dar, das darin besteht, diese Abweichung auf jene Lehrkräfte der Kunsthochschulen auszudehnen, die eine künstlerische Tätigkeit unter Statut ausüben.

B.3.7. Soweit der Klagegrund sich auf Artikel 20 des angefochtenen Dekrets bezieht, ist er begründet.

B.4.1. Artikel 27 des angefochtenen Dekrets zielt darauf ab, «in das Gesetz vom 24. Dezember 1976 eine Bestimmung einzufügen, die jene Personen, die einen künstlerischen Beruf ausüben, in die Lage versetzt, ein vollständiges Unterrichtsamt an den Kunsthochschulen auszuüben, ohne dass diese Leistungen jedoch über den Rahmen einer Funktion mit vollständigen Leistungen hinausgehen dürfen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2003-2004, Nr. 486/1, S. 7).

Durch diese Bestimmung werden aber jene Personen, die ihre künstlerische Tätigkeit nicht unter Arbeitsvertrag oder als Selbständiger, sondern unter Statut ausüben, vom Vorteil der Maßnahme ausgeschlossen.

B.4.2. Aus denselben wie den in B.3.3 dargelegten Gründen sieht der Hof nicht ein, inwieweit es gerechtfertigt wäre, die Lehrkräfte an den Kunsthochschulen nicht zu ermutigen, tatsächlich eine künstlerische Praxis in einer statutarischen Regelung auszuüben. Indem die angefochtene Bestimmung nur diejenige berücksichtigt, die als Selbständiger oder als Lohnempfänger ausgeübt wird, ist sie diskriminierend.

B.4.3. Die Diskriminierung liegt also in dem Verbot für eine Lehrkraft, die eine künstlerische Tätigkeit unter Statut ausübt, die Einkünfte aus dieser Tätigkeit mit der Entlohnung zu kumulieren, die mit dem von ihr ausgeübten Unterrichtsamt verbunden ist, ohne dass ihre Leistungen jedoch über den Rahmen einer Funktion mit vollständigen Leistungen hinausgehen dürfen.

B.4.4. Damit während der Zeit, die der Dekretgeber braucht, um die für nichtig erklärten Bestimmungen mit den Artikeln 10, 11 und 24 der Verfassung vereinbar zu machen, kein Rechtsvakuum entsteht, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof ihre Folgen aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Artikel 20 und 27 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. März 2004 zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des nicht verpflichtenden Unterrichts für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum Inkrafttreten neuer Bestimmungen, spätestens jedoch bis zum 31. März 2006 aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 19. Juli 2005, durch den Vorsitzenden M. Melchior, in Vertretung des Richters P. Martens, der gesetzmäßig verhindert ist, der Verkündung des vorliegenden Urteils beizuwohnen.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.

## CONSEIL D'ETAT

[S - C - 2005/18083]

### Publication des arrêts du Conseil d'Etat

Conformément à l'arrêté royal du 7 juillet 1997 relatif à la publication des arrêts du Conseil d'Etat et à l'arrêté ministériel du 3 février 1998 déterminant le réseau d'informations accessible au public et le support magnétique en vue de la consultation et de l'enregistrement des arrêts du Conseil d'Etat, les arrêts du Conseil d'Etat de l'année judiciaire 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004 sont enregistrés sur un double CD-Rom.

Ce CD-Rom peut être obtenu moyennant le versement de € 15,75 sur le compte n° 679-2009395-40 du Conseil d'Etat. La mention « CD-Rom 1994-2004 » doit apparaître sur le bulletin de versement, ainsi que les nom et adresse du destinataire.

## RAAD VAN STATE

[S - C - 2005/18083]

### Publicatie van de arresten van de Raad van State

Overeenkomstig het koninklijk besluit van 7 juli 1997 betreffende de publicatie van de arresten van de Raad van State en het ministerieel besluit van 3 februari 1998 tot bepaling van het informatienetwerk dat toegankelijk is voor het publiek en van de magnetische drager met het oog op de raadpleging en de registratie van de arresten van de Raad van State, heeft de Raad van State de arresten van de gerechtelijke jaren 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 en 2003-2004 op een dubbele CD-Rom opgenomen.

Deze CD-Rom kan bekomen worden door overschrijving van € 15,75 op het rekeningnummer 679-2009395-40 van de Raad van State. Men gelieve de mededeling « CD-Rom 1994-2004 » te vermelden alsook de naam en adres van de bestemming.

## COMMISSION BANCAIRE, FINANCIERE ET DES ASSURANCES

[C - 2005/03620]

**21 JUI 2005. — Arrêté de la Commission bancaire, financière et des Assurances du 21 juin 2005 modifiant l'arrêté de la Commission bancaire et financière du 5 décembre 1995 concernant le règlement relatif aux fonds propres des sociétés de bourse**

La Commission bancaire, financière et des assurances,

Vu la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placement, notamment l'article 90

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 2004 portant modification de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit;

## COMMISSIE VOOR HET BANK-, FINANCIË- EN ASSURANTIEWEZEN

[C - 2005/03620]

**21 JUNI 2005. — Besluit van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van 21 juni 2005 tot wijziging van het besluit van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 5 december 1995 over het reglement op het eigen vermogen van de beursvennootschappen**

De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen,

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op artikel 90;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen;